

CAMERA DEI DEPUTATI N. 2262 —

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

nella seduta del 14 giugno 1978 (Stampato n. 630)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(FORLANI)

DI CONCERTO COL MINISTRO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE
(MARCORA)

E COL MINISTRO PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI
(PEDINI)

—

Adesione alla Convenzione internazionale per la protezione degli
uccelli, adottata a Parigi il 18 ottobre 1950, e sua esecuzione

*Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica alla Presidenza della Camera
il 16 giugno 1978*

DISEGNO DI LEGGE

—

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione internazionale per la protezione degli uccelli, adottata a Parigi il 18 ottobre 1950.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 11 della Convenzione stessa.

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX

Les Gouvernements signataires de la présente Convention,

conscients du danger d'extermination qui menace certaines espèces d'oiseaux, inquiets d'autre part de la diminution numérique d'autres espèces et, notamment des migratrices,

considérant que du point de vue de la science, de la protection de la nature et de l'économie propre à chaque nation, tous les oiseaux doivent, en principe, être protégés,

ont reconnu la nécessité de modifier la Convention Internationale pour la Protection des Oiseaux Utiles à l'Agriculture signée à Paris le 19 mars 1902, et sont convenu des dispositions suivantes:

Article premier

La présente Convention a pour objet la protection des oiseaux vivant à l'état sauvage.

Article 2

Sauf les exceptions prévues aux articles 6 et 7 de la présente convention, doivent être protégés:

a) au moins pendant leur période de reproduction tous les oiseaux et, en outre, les migrants pendant leur trajet de retour vers leur lieu de nidification, notamment en mars, avril, mai, juin et juillet;

b) pendant toute l'année les espèces menacées d'extinction ou présentant un intérêt scientifique.

Article 3

Sauf les exceptions prévues aux articles 6 et 7 de la présente convention, il est interdit d'importer, d'exporter, de transporter, de vendre, de mettre en vente, d'acheter, de donner ou de détenir pendant la période de protection de l'espèce, tout oiseau vivant ou mort ou toute partie d'un oiseau qui aura été tué ou capturé en contravention avec les dispositions de la présente convention.

Article 4

Sauf les exceptions formulées aux articles 6 et 7 de la présente convention, il est interdit pendant la période de protection d'une espèce déterminée, notamment durant sa période de reproduction, d'enlever ou de détruire les nids en voie de construction ou occupés, de prendre ou d'endommager, de transporter, d'importer ou d'exporter, de vendre, de mettre en vente, d'acheter ou même de détruire les oeufs ou leurs coquilles ainsi que les couvées de jeunes oiseaux vivant à l'état sauvage.

Ces prohibitions toutefois, ne s'appliquent pas d'une part, aux oeufs licitement récoltés et accompagnés d'un certificat établissant qu'ils sont destinés soit au repeuplement soit à des fins scientifiques ou bien qu'ils proviennent d'oiseaux détenus en captivité, d'autre part, aux oeufs de vanneaux, ceci pour les Pays-Bas seulement, eu égard à des motifs exceptionnels et locaux antérieurement admis.

Article 5

Sauf les exceptions prévues aux articles 6 et 7 de la présente convention, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prohiber les procédés ci-dessous énumérés qui sont susceptibles d'entraîner la destruction ou la capture massives d'oiseaux ou d'infliger à ceux-ci des souffrances inutiles.

Toutefois, dans les pays où pareils procédés sont actuellement légalement autorisés, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à introduire progressivement dans leur législation les mesures propres à en interdire ou à en restreindre l'usage:

- a) les collets, les glus, les pièges, les hameçons, les filets, les appâts empoisonnés, les stupéfiants, les appelants aveuglés,
- b) les canardières à filets,
- c) les miroirs, torches et autres lumières artificielles,
- d) les filets ou engins de pêche pour la capture des oiseaux aquatiques,
- e) les fusils de chasse à répétition ou automatiques susceptibles de contenir plus de deux cartouches,
- f) en général toutes les armes à feu autres que celles susceptibles d'être épaulées,
- g) la poursuite et le tir des oiseaux au moyen de bateaux à moteur sur les eaux intérieures et du 1^{er} mars au 1^{er} octobre sur les eaux territoriales et côtières,
- h) l'utilisation de véhicules à moteur ou d'engins aéronautiques permettant de tirer ou de rabattre les oiseaux,
- i) l'institution de récompenses pour la capture ou la destruction d'oiseaux,
- j) le privilège de la chasse à tir et au filet, pratiquée sans restriction sera réglementé pendant toute l'année et suspendu pendant la période de reproduction sur mer, le long des rivages et des côtes,
- k) toutes autres méthodes destinées à la capture ou à la destruction d'oiseaux en masse.

Article 6

Si dans une région déterminée, une espèce venait, soit à compromettre l'avenir de certaines productions agricoles ou animales par des dommages qu'elle causerait aux champs, aux vignobles, aux jardins, aux vergers, aux bois, au gibier et aux poissons, soit à menacer d'extinction ou de simple diminution une ou plusieurs espèces dont la conservation est souhaitable, les autorités compétentes peuvent par des autorisations individuelles lever les interdictions prononcées aux articles 2 à 5 en ce qui concerne ces espèces. Il est toutefois illégal d'acheter ou de vendre les oiseaux ainsi tués et de les transporter hors de la région où ils ont été tués.

S'il existe dans les législations nationales d'autres dispositions permettant de limiter les dégâts commis par certaines espèces d'oiseaux dans des conditions garantissant la perpétuation de ces espèces, ces dispositions peuvent être maintenues par les Hautes Parties Contractantes.

Les conditions économiques de la Suède, de la Norvège, de la Finlande et des Iles Féroé revêtant une importance particulière, les autorités compétentes de ces pays peuvent faire des exceptions et accorder certaines dérogations aux dispositions de la présente convention. Dans le cas où l'Islande adhérerait à cette convention, les dérogations précitées lui seraient applicables sur sa demande.

Il ne peut être pris, dans un pays déterminé, aucune mesure susceptible de provoquer la destruction totale des espèces indigènes ou migratrices dont il est question dans le présent article.

Article 7

Des exceptions aux dispositions de la présente convention peuvent être accordées par les autorités compétentes dans l'intérêt de la science, de l'éducation, ainsi que dans l'intérêt du repeuplement et de la reproduction des oiseaux gibier et de la fauconnerie, selon les circonstances et sous réserve que toutes les précautions nécessaires seront prises, afin d'éviter les abus. Les dispositions relatives au transport prévues aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas au Royaume-Uni.

Dans tout pays les interdictions énumérées à l'article 3 ne s'appliquent pas aux plumes de espèces d'oiseaux qu'il est permis d'y tuer.

Article 8

Chaque Partie Contractante s'engage à dresser une liste des oiseaux qu'il est licite de tuer ou de capturer dans son propre territoire, tout en respectant les conditions prévues dans la présente convention.

Article 9

Chaque Partie Contractante a la faculté d'établir une liste des espèces d'oiseaux indigènes et migrateurs susceptibles d'être maintenus en captivité par des particuliers et doit déterminer les méthodes de capture qui peuvent être autorisées ainsi que les conditions dans lesquelles les oiseaux peuvent être transportés ou maintenus en captivité.

Chaque Partie Contractante doit réglementer le marché des oiseaux protégés par la présente convention et prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter l'extension de celui-ci.

Article 10

Les Hautes Parties Contractantes se chargent d'étudier et d'adopter les moyens propres à prévenir la destruction des oiseaux par les hydrocarbures et autres causes de pollution des eaux, par les phares, câbles électriques, insecticides, poisons et par toute autre cause. Elles s'efforceront d'éduquer les enfants et l'opinion publique pour les convaincre de la nécessité de préserver et de protéger les oiseaux.

Article 11

Pour atténuer les conséquences de la disparition rapide par le fait de l'homme, des lieux favorables à la reproduction des oiseaux, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à encourager et à favoriser immédiatement, par tous les moyens possibles, la création de réserves aquatiques ou terrestres, de dimensions et de situations appropriées où les oiseaux puissent nicher et élever leurs couvées en sécurité et où les oiseaux migrateurs puissent également se reposer et trouver leur nourriture en toute tranquillité.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratifications seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de la République française qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires et adhérents.

Tout Etat non signataire de la présente convention pourra y adhérer. Les adhésions seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères de la République française qui en avisera tous les Etats signataires et adhérents.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

La présent convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion. Pour chacun des Etats qui ratifiera la convention ou y adhèrera après cette date, elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

La présente convention est conclue pour une durée illimitée, mais toute partie contractante pourra la dénoncer à tout moment, cinq ans après son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée au présent article. Cette dénonciation prendra effet un an après la date de sa notification au Ministère des Affaires Etrangères de la République française.

La présente convention remplace entre les pays qui la ratifieront ou y adhéreront, les dispositions de la Convention internationale de 1902.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente convention.

FAIT à Paris, le 18 octobre 1950.

Pour l'Autriche :

A. VOLLGRUBER

Pour la Belgique :

GUILLAUME

Pour la Bulgarie :

Ev. KAMENOV

Pour l'Espagne :

José ROJAS Y MORENO

Pour la France :

J. SERRES

Pour la Grèce :

R. RAPHAEL

Pour la Principauté de Monaco :

M. LOZE

Pour les Pays-Bas :

(pour le Royaume en Europe)

V. BOETZELAER

Pour le Portugal :

Marcello MATHIAS

Pour la Suède :

K. I. WESTMAN

Pour la Suisse :

SALIS

Pour la Turquie :

M. MENEMENCIOGLU

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese, qui sopra riportato.*

CONVENZIONE INTERNAZIONALE PER LA PROTEZIONE DEGLI UCCELLI

I Governi firmatari della presente Convenzione,

Consci del pericolo di sterminio che minaccia alcune specie di uccelli, preoccupati d'altro canto della diminuzione numerica di altre specie e, in particolare, delle specie migratrici,

Considerando che dal punto di vista della scienza, della protezione della natura e dell'economia propria di ogni nazione, tutti gli uccelli devono, in linea di massima, essere protetti,

Hanno riconosciuto la necessità di modificare la Convenzione internazionale per la protezione degli uccelli utili all'agricoltura firmata a Parigi il 19 marzo 1902, ed hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1

La presente Convenzione ha per oggetto la protezione degli uccelli viventi allo stato selvatico.

Articolo 2

Salve le eccezioni previste dagli articoli 6 e 7 della presente Convenzione, devono essere protetti:

a) almeno durante il loro periodo di riproduzione, tutti gli uccelli e, inoltre, i migratori durante il loro percorso di ritorno verso il loro luogo di nidificazione ed in particolare in marzo, aprile, maggio, giugno e luglio;

b) durante tutto l'anno le specie minacciate di estinzione o che presentino un interesse scientifico.

Articolo 3

Salve le eccezioni previste dagli articoli 6 e 7 della presente Convenzione, viene fatto divieto di importare, esportare, trasportare, vendere, mettere in vendita, acquistare, regalare o trattenere durante il periodo di protezione della specie, qualsiasi uccello vivo o morto od ogni parte di un uccello che sia stato ucciso o catturato contravvenendo alle disposizioni della presente Convenzione

Articolo 4

Salve le eccezioni formulate negli articoli 6 e 7 della presente Convenzione viene fatto divieto, durante il periodo di protezione di una determinata specie, in particolare durante il suo periodo di riproduzione, di sottrarre o di distruggere i nidi in via di costruzione od occupati, di prendere

o di danneggiare, trasportare, importare od esportare, vendere, mettere in vendita, acquistare od anche distruggere le uova o i loro gusci nonché le nidiate di uccellini vivi allo stato selvatico.

Tuttavia, tali divieti non si applicano da un lato, alle uova lecitamente raccolte e munite di un certificato attestante che sono destinate sia al ripopolamento che a fini scientifici o che provengano da uccelli tenuti in cattività, d'altro lato, alle uova delle pavoncelle, e ciò vale unicamente per i Paesi Bassi, tenuto conto dei motivi eccezionali e locali in precedenza riconosciuti.

Articolo 5

Salve le eccezioni previste dagli articoli 6 e 7 della presente Convenzione, le Alte Parti Contraenti si impegnano a vietare i procedimenti elencati più sotto, che sono suscettibili di portare alla distruzione o alla cattura in massa di uccelli o di infliggere agli stessi inutili sofferenze.

Tuttavia, nei paesi nei quali simili procedimenti sono attualmente legalmente autorizzati, le Alte Parti Contraenti si impegnano ad introdurre progressivamente nella propria legislazione le misure adatte a vietare o a limitare l'uso:

- a) dei lacci, delle panie, delle trappole, degli ami, delle reti, delle esche avvelenate, degli stupefacenti, degli uccelli di richiamo accecati,
- b) dei capanni per la caccia alle anatre,
- c) degli specchi, torce ed altre luci artificiali,
- d) delle reti o degli strumenti da pesca adatti alla cattura degli uccelli acquatici,
- e) dei fucili da caccia a ripetizione od automatici suscettibili di contenere più di due cartucce,
- f) in generale di tutte le armi da fuoco diverse da quelle suscettibili di essere imbracciate,
- g) dell'inseguimento e del tiro agli uccelli a mezzo di battelli a motore sulle acque interne e, dal 1° marzo al 1° ottobre, sulle acque territoriali e costiere,
- h) dell'utilizzazione di veicoli a motore o di apparecchi aeronautici che permettano di sparare sugli uccelli o di inseguirli,
- i) dell'istituzione di ricompense per la cattura o la distruzione di uccelli,
- j) del privilegio della caccia col fucile o con le reti, praticata senza restrizioni, che sarà regolamentata durante tutto l'anno e sospesa durante il periodo di riproduzione sul mare, lungo le rive e le coste,
- k) di ogni altro metodo destinato alla cattura o alla distruzione di uccelli in massa.

Articolo 6

Se in una determinata regione, una specie dovesse, sia compromettere l'avvenire di alcune produzioni agricole od animali con i danni che essa dovesse causare ai campi, ai vigneti, ai giardini, ai frutteti, ai boschi, alla selvaggina ed ai pesci, sia minacciare di estinzione o di semplice diminuzione una o più specie la cui conservazione sia auspicabile, le autorità competenti possono, mediante autorizzazioni individuali, togliere i divieti di cui agli articoli da 2 a 5 per quanto attiene a tali specie. È tuttavia illegale l'acquisto o la vendita di uccelli così uccisi nonché il loro trasporto fuori della regione in cui sono stati uccisi.

Ove esistano, nelle leggi nazionali, altre disposizioni che permettano di limitare i danni commessi da alcune specie di uccelli in condizioni che garantiscano la perpetuazione di tali specie, dette disposizioni possono essere mantenute dalle Alte Parti Contraenti.

Dato che le condizioni economiche della Svezia, della Norvegia, della Finlandia e delle Isole Faerøer rivestono particolare importanza, le autorità competenti di tali paesi possono fare delle eccezioni ed accordare alcune deroghe alle disposizioni della presente Convenzione. Nel caso in cu

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

l'Islanda dovesse aderire alla presente Convenzione, le deroghe succitate saranno applicate ad essa a sua richiesta.

Non può essere adottata, in un determinato Paese, alcuna misura suscettibile di provocare la totale distruzione delle specie indigene o migratrici delle quali si tratta nel presente articolo.

Articolo 7

Eccezioni alle disposizioni della presente Convenzione possono essere accordate dalle autorità competenti nell'interesse della scienza, dell'istruzione, nonché nell'interesse del ripopolamento e della riproduzione degli uccelli oggetto di caccia e per la caccia al falcone a seconda delle circostanze e subordinatamente al fatto che siano prese tutte le precauzioni necessarie al fine di evitare abusi. Le disposizioni relative al trasporto, previste dagli articoli 3 e 4 non si applicano al Regno Unito.

In tutti i paesi i divieti elencati all'articolo 3 non si applicano alle piume delle specie di uccelli che è consentito uccidere.

Articolo 8

Ciascuna Parte Contraente si impegna a redigere un elenco degli uccelli di cui è lecita l'uccisione o la cattura sul proprio territorio, nel rispetto tuttavia, delle condizioni previste dalla presente Convenzione.

Articolo 9

Ciascuna Parte Contraente ha la facoltà di redigere un elenco delle specie di uccelli indigeni e migratori, suscettibili di essere mantenuti in cattività da privati ed è tenuta a determinare i metodi di cattura che possono essere autorizzati nonché le condizioni alle quali gli uccelli possono essere trasportati o mantenuti in cattività.

Ciascuna Parte Contraente è tenuta a regolamentare il mercato degli uccelli protetti dalla presente Convenzione e ad adottare tutte le misure necessarie a limitarne l'estensione.

Articolo 10

Le Alte Parti Contraenti si incaricano di studiare e di adottare i mezzi atti a prevenire la distruzione degli uccelli dovuta agli idrocarburi o ad altre cause di inquinamento delle acque, ai fari, ai cavi elettrici, agli insetticidi, ai veleni e ad ogni altra causa. Esse si sforzeranno di educare i bambini e l'opinione pubblica per convincerli della necessità di preservare e di proteggere gli uccelli.

Articolo 11

Allo scopo di attenuare le conseguenze della rapida sparizione per fatto dell'uomo, dei luoghi favorevoli alla riproduzione degli uccelli, le Alte Parti Contraenti si impegnano ad incoraggiare ed a favorire immediatamente, con tutti i mezzi possibili, la creazione di riserve acquatiche o terrestri, di dimensioni ed in ubicazioni appropriate ove gli uccelli possano nidificare ed allevare le loro ni-

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

diate in sicurezza ed ove gli uccelli migratori possano ugualmente riposarsi e trovare il proprio nutrimento in tutta tranquillità.

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri della Repubblica francese che ne avvertirà tutti gli Stati firmatari ed aderenti.

Ogni Stato non firmatario della presente Convenzione potrà aderirvi. Le adesioni saranno notificate al Ministero degli Affari Esteri della Repubblica francese che ne avvertirà tutti gli Stati firmatari ed aderenti.

La presente Convenzione entrerà in vigore novanta giorni dopo la data del deposito del sesto strumento di ratifica o di adesione. Per ciascuno degli Stati che ratificherà la Convenzione o che vi aderirà dopo tale data, essa entrerà in vigore novanta giorni dopo la data del deposito, da parte di tale Stato, del proprio strumento di ratifica o di adesione.

La presente Convenzione viene conclusa a tempo indeterminato, ma ogni Parte Contraente avrà la facoltà di denunciarla in ogni momento, cinque anni dopo la sua entrata in vigore così come è stabilito nel presente articolo. Tale denuncia avrà effetto un anno dopo la data della sua notifica al Ministero degli Affari Esteri della Repubblica francese.

La presente Convenzione sostituisce tra i Paesi che la ratificheranno o che vi aderiranno, le disposizioni della Convenzione internazionale del 1902.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Parigi il 18 ottobre 1950.

(Seguono le firme).